# Conseil de sécurité : Kafando pour un dialogue inclusif au Burundi

ONU Info,Â 24 mai 2018  Burundi : lâ€™envoyÃ© de lâ€™ONU plaide en faveur dâ€™un dialogue inclusif pour rÃ©soudre la dâ€™une rÃ©union du Conseil de sÃ©curitÃ© consacrÃ©e Ã  la situation au Burundi, lâ€™EnvoyÃ© spÃ©cial du SecrÃ©taire g pays, Michel Kafando, a plaidÃ© une nouvelle fois en faveur dâ€™un dialogue inclusif pour trouver des solutions durables Ã  la crise actuelle.

Le 17 mai dernier, les Burundais ont votÃ© en faveur dâ€™une nouvelle Constitution. Â Selon la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (CENI) qui a annoncÃ© les rÃ©sultats provisoires le 21 mai, 73,25% des 4,8 millions de votants se sont prononcÃ©s en faveur de ce texte au cours dâ€™un scrutin au taux de participation dâ€™un peu plus de 96,24%.  M. Kafa a relevÃ© que le rÃ©fÃ©rendum sâ€™est dans lâ€™ensemble dÃ©roulÃ© dans le calme, en dÃ©pit des nombreuses irrÃ©gula incidents, rapportÃ©s par des reprÃ©sentants de lâ€™opposition et de la sociÃ©tÃ© civile. La CENI a fait Ã©galement Ã©tat de quelques incidents qui, selon elle, nâ€™Ã©taient toutefois pas de nature Ã  influencer les rÃ©sultats dÃ©finitifs du scrutin.  M. Kafando a rappelÃ© quâ€™au cours de son dernier briefing du 25 fÃ©vrier, il avait fait siennes les prÃ©occupations du SecrÃ©t gÃ©nÃ©ral, lequel avait soulignÃ© dans son rapport la nÃ©cessitÃ© pour le gouvernement de rechercher le plus large consens possible autour de la question primordiale de la modification de la Constitution.  Lâ€™EnvoyÃ© spÃ©cial a dÃ©clarÃ© que maintenant que le pays sâ€™achemine vers une autre phase importante de son histoire, Â« nous attendons un signal fort des autoritÃ©s en faveur de la reprise du dialogue inter-burundais sous lâ€™Ã©gide de la CommunautÃ© de lâ€™Afrique de lâ€™E Relancer ce dialogue, a-t-il expliquÃ©, permettrait aux Burundais de discuter ensemble des dÃ©fis auxquels ils se trouvent confrontÃ©s dans un climat de confiance mutuelle.  M. Kafando a rÃ©itÃ©rÃ© que ce nâ€™est quâ€™Ã  travers un dialogue inc les Burundais apporteront des solutions durables Ã  la crise actuelle. Il a ajoutÃ© que si tel nâ€™Ã©tait pas le cas, il est Ã  crain que la contestation des rÃ©sultats du rÃ©fÃ©rendum par lâ€™opposition ne polarise davantage une situation politique dÃ©jÃ  t et qui est caractÃ©risÃ©e par des violations des droits de lâ€™homme, ainsi que par une dÃ©tÃ©rioration de la situation socioÃ©conomique et humanitaire.  Lâ€™EnvoyÃ© spÃ©cial Ã  attirer lâ€™attention des Membres du Conseil, sur lâ€™expulsi experts des droits de lâ€™homme dÃ©ployÃ©s dans le cadre de la mise en Å“uvre de la rÃ©solution 34 du Conseil des droits d lâ€™homme. M. Kafando a lancÃ© un appel aux autoritÃ©s burundaises pour quâ€™elles facilitent le retour de ces experts et renouent la coopÃ©ration avec le Bureau du Haut-commissaire aux droits de lâ€™homme.  La situation sÃ©curitaire au Burundi est globalement calme mÃªme si on constate des jets de grenade isolÃ©s, et que des rapports continuent de parvenir sur des dÃ©couvertes de corps sans vie, y compris dâ€™individus en tenue militaire.  Pour lâ€™EnvoyÃ© spÃ©cial, le gouverneme Ãªtre encouragÃ© Ã  poursuivre ses efforts de restauration de la sÃ©curitÃ© sur lâ€™ensemble du territoire national. Il a saluÃ© mesures prises contre certaines formes de violence ayant Ã©tÃ© constatÃ©es avant et pendant la campagne Ã©lectorale.  La situation humanitaire demeure toujours prÃ©occupante. De nombreux Burundais continuent de vivre dans des camps de rÃ©fugiÃ©s, particuliÃ¨rement en Tanzanie, au Rwanda, en Ouganda et en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC).  En conclusion, M. Kafando a rÃ©itÃ©rÃ© quâ€™un dialogue inclusif reste la seule voie pour le rÃ¨glement politique durable des dÃ politiques, socioÃ©conomiques et humanitaires auxquels le Burundi fait face depuis 2015. Parmi ces dÃ©fis, figurent en bonne place la prÃ©paration et la rÃ©ussite dâ€™Ã©lections inclusives, crÃ©dibles et transparentes en 2020.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});